



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



BUREAU DE L'ÉVALUATION  
Series d'évaluation de project

# Évaluation finale du projet «Intégration de la résilience climatique dans la production agricole pour la sécurité alimentaire en milieu rural au Mali»

RÉPONSE DE LA DIRECTION

Février 2018



**SÉRIE « ÉVALUATION DE PROJET »**

**Évaluation finale du projet « Intégration  
de la résilience climatique dans la  
production agricole pour la sécurité  
alimentaire en milieu rural au Mali »  
(GCP/MLI/033/LDF)**

**Réponse de la direction**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
BUREAU DE L'ÉVALUATION  
Février 2018**

**Réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation finale du projet « Intégration de la Résilience Climatique dans la Production agricole pour la Sécurité alimentaire en milieu rural au Mali» (GCP/MLI/033/LDF)**

Réponse de la Direction à l'évaluation finale du projet « Intégration de la Résilience Climatique dans la Production agricole pour la Sécurité alimentaire en milieu rural au Mali» (GCP/MLI/033/LDF)					Date Décembre 2017
Recommandation de l'évaluation	Réponse de la Direction Acceptée, partiellement acceptée ou rejetée et commentaire sur la Recommandation	Plan de la Direction			
		Mesure à prendre	Unité responsable	Date	Financement additionnel requis (Oui ou Non)
<b>Insérer le titre de la section, le cas échéant</b>					
<p><b>Recommandation 1 : au bureau FAO Mali en appui au Gouvernement, sur l'importance de la vulgarisation agricole au Mali</b></p> <p>Dans le cadre des Accords de Maputo et de Malabo en matière du budget pour l'agriculture, le Gouvernement du Mali devrait s'engager davantage pour qu'il y ait plus de transparence sur le budget disponible pour l'agriculture (en % du budget national) et sur l'allocation de ces fonds au niveau de tous les acteurs. Surement, il serait recommandable qu'un pourcentage fixe dans le budget de l'agriculture soit destiné à la vulgarisation agricole publique mais d'autre part, la FAO pourrait appuyer le gouvernement à étudier et comprendre comment les Fonds Climat (disponibles au Mali et au niveau international) pourraient être mis à la disposition de la vulgarisation agricole basée sur les approches ACC et CEP, pour les communes, les Organisations Paysannes et les communautés au niveau local.</p>	<p><b>Acceptée</b></p>	<p><b>Décrire la (les) mesure(s)</b></p> <p>En fait le processus démarré par l'équipe du projet et ses principaux partenaires avant la fin du projet, viens d'aller exactement dans la direction suggérée par la recommandation. Un atelier pour l'institutionnalisation de l'approche CEP et pour le renforcement du système de vulgarisation a été organisé dans le mois de Juin 2017 avec les Ministères concernés, qui ont démontré une grande ouverture pour intégrer les CEP et l'ACC dans les politiques et programmes nationaux. Déjà à partir de 2018, la Direction Nationale de l'Agriculture (tutelle du projet) a pris en compte le financement des activités CEP dans le budget national.</p> <p>En plus, un dialogue entre la FAO, le Gouvernement et les</p>	<p>Programme FAO Mali</p>	<p>A partir de 2018</p>	<p>Non</p>

Réponse de la Direction à l'évaluation finale du projet « Intégration de la Résilience Climatique dans la Production agricole pour la Sécurité alimentaire en milieu rural au Mali » (GCP/MLI/033/LDF)					Date Décembre 2017
Recommandation de l'évaluation	Réponse de la Direction Acceptée, partiellement acceptée ou rejetée et commentaire sur la Recommandation	Plan de la Direction			Financement additionnel requis (Oui ou Non)
		Mesure à prendre	Unité responsable	Date	
		responsables du Fonds Vert pour le Climat est démarré et des propositions de projets ont déjà été élaborées par la FAO.			
<p><b>Recommandation 2 : à la division technique de la FAO AGPM et à tous les partenaires du projet sur l'approche CEP au Mali</b></p> <p>Considérant l'importance de l'approche CEP pour la vulgarisation agricole au Mali, la FAO ainsi que ses partenaires dans le cadre du projet GCP/MLI/033/LDF devraient considérer d'étendre les acquis des approches d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) et de Champs Écoles des Producteurs (CEP) qui ont fait leurs preuves sur le terrain au Mali. Ces activités méritent d'être diffusées auprès de tous les producteurs et productrices agricoles, par le biais des structures publiques et privées.</p>	Acceptée	<p><b>Décrire la (les) mesure(s)</b></p> <p>Le processus de vulgarisation à grande échelle a démarré avec son inscription dans les programmes/projets des partenaires. La diffusion des acquis du projet est assurée par les Réseaux CEP et les services techniques nationaux. De plus, les projets actuels de la FAO (GCP/INT/147/GFF, OSRO/RAF/605/BEL), et les projets de la Cellule de Planification et de la Statistique du Ministère de l'Agriculture assureront la mise à l'échelle des acquis des approches ACC et CEP.</p>	Programme FAO Mali	A partir de 2018	
<p><b>Recommandation 3 : à la FAO Mali en appui à la Direction Nationale de l'Agriculture sur l'assurance de la qualité des Champs Écoles des Producteurs</b></p> <p>Afin d'appuyer les différentes structures, organisations et réseaux de facilitateurs ainsi que pour assurer la qualité de leurs services en Champs Écoles, il est recommandé que la</p>	Acceptée	<p><b>Décrire la (les) mesure(s)</b></p> <p>Le processus d'institutionnalisation de l'approche CEP prévoit un Plan National pluriannuel de Vulgarisation Agricole, un Centre National de Vulgarisation en CEP et un</p>	Programme FAO Mali	2018	Non

Réponse de la Direction à l'évaluation finale du projet « Intégration de la Résilience Climatique dans la Production agricole pour la Sécurité alimentaire en milieu rural au Mali » (GCP/MLI/033/LDF)				Date Décembre 2017	
Recommandation de l'évaluation	Réponse de la Direction Acceptée, partiellement acceptée ou rejetée et commentaire sur la Recommandation	Plan de la Direction			
		Mesure à prendre	Unité responsable	Date	Financement additionnel requis (Oui ou Non)
FAO, à travers le bureau national au Mali ainsi que le support technique des autres bureaux au niveau régional et du siège si nécessaire, appuie la Direction Nationale de l'Agriculture, dans le développement et la mise en œuvre d'un Plan National pluriannuel de Vulgarisation Agricole sur base de Champs Écoles des Producteurs (CEP), et qu'un Centre National de Vulgarisation en CEP (CNCEP) soit créé. Par ailleurs, la diffusion de l'approche CEP devrait être accompagnée par un dispositif de Suivi-Évaluation approprié qui puisse aider à évaluer la qualité de la mise en œuvre de la formation des facilitateurs, de la tenue des CEPs, et de la performance des participants CEP au champ du producteur. Le suivi des impacts devrait être intégré dans le dispositif de Suivi-Évaluation, avec validation externe.		système de Suivi-Évaluation approprié. Cela sera appuyé par le réseau de CEP de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (créé à Dakar en Décembre 2015) et le réseau national CEP du Mali. En plus, un deuxième projet financé par le FEM sur l'ACC et le FFS est maintenant en cours et, entre ses objectifs, il vise à accompagner le processus d'institutionnalisation CEP. Dans tous les projet résilience de la FAO et de plusieurs partenaires, les activités sont exécutées à travers le CEP. Certaines Organisations de Producteurs (OP) supportent les coûts de formation de leurs membres à travers le Réseau. Assurer la qualité des CEP est une des missions entre autres que le Réseau s'est fixée.			
<b>Recommandation 4 : à la FAO Mali sur les aspects liés au genre dans le CEP</b>  L'équipe de l'évaluation recommande à la FAO Mali de supporter la Direction Nationale de l'Agriculture dans la formulation d'une Stratégie Genre en CEP qui soit intégrée dans le Plan National pluriannuel de Vulgarisation Agricole en	<b>Acceptée</b>	<b>Décrire la (les) mesure(s)</b>  En fait la stratégie de genre fait toujours partie de tous les projets élaborés par la FAO. En plus, au niveau de l'approche CEP plusieurs efforts ont été faits pour améliorer l'intégration de la dimension genre dans	Programme FAO Mali	Une politique genre est adoptée par	Non

Réponse de la Direction à l'évaluation finale du projet « Intégration de la Résilience Climatique dans la Production agricole pour la Sécurité alimentaire en milieu rural au Mali » (GCP/MLI/033/LDF)					Date Décembre 2017
Recommandation de l'évaluation	Réponse de la Direction <b>Acceptée, partiellement acceptée</b> ou <b>rejetée</b> et commentaire sur la Recommandation	Plan de la Direction			Financement additionnel requis (Oui ou Non)
		Mesure à prendre	Unité responsable	Date	
CEP. Une telle stratégie permettrait de fixer des objectifs clairs quant à la part des femmes à tous les niveaux du système de mise en place (% du personnel, % des facilitateurs, % des producteurs, % des Points Focaux, etc.) et contribuerait à intensifier la formation des facilitateurs sur l'aspect genre et sur la dynamique et le besoin de transformation en faveur du genre.		l'approche et maintenant des stratégies ponctuelles ont été élaborées dans le contexte de certains pays de l'Afrique de l'Ouest. Aussi, le projet a élaboré à travers le réseau CEP, une stratégie genre déclinée en un plan d'action qui est mis en œuvre. L'atelier national tenu en juin 2017 sur l'institutionnalisation des CEP a pris en compte la dimension genre dans la mise à l'échelle de l'approche. En termes d'action, au moins 30% de femmes et 20% de jeunes seront intégrés dans les activités CEP.		le Mali en 2015 (Loi N°2015-052 PRM)	
<b>Recommandation 5 : à la FAO et à la Direction Nationale de l'Agriculture pour adapter l'approche CEP aux différents contextes</b>  Suite aux différentes interventions en matière de la diffusion de l'approche CEP dans différents contextes (riz, coton, etc.) réalisées par les différents acteurs au Mali, la FAO devrait s'engager dans un exercice de capitalisation et évaluation avec les structures autonomes (telles que l'ON, l'ORS et CMDT), les organisations paysannes et la Direction Nationale de	<b>Acceptée</b>	Bien que des leçons tirées ont été déjà mises en évidence par le projet, on est d'accord qu'il faut faire un effort supplémentaire pour capitaliser l'expérience très positive du projet, ainsi que trouver des canaux pour diffuser les leçons apprises en différenciant les différents contextes. Cela aussi sera facilité à travers le processus d'institutionnalisation de l'approche CEP.	Programme FAO Mali	2018	

Réponse de la Direction à l'évaluation finale du projet « Intégration de la Résilience Climatique dans la Production agricole pour la Sécurité alimentaire en milieu rural au Mali» (GCP/MLI/033/LDF)				Date Décembre 2017	
Recommandation de l'évaluation	Réponse de la Direction <b>Acceptée, partiellement acceptée</b> ou <b>rejetée</b> et commentaire sur la Recommandation	Plan de la Direction			
		Mesure à prendre	Unité responsable	Date	Financement additionnel requis (Oui ou Non)
l'Agriculture pour identifier ensemble les leçons à tirer de leurs expériences pluriannuelles. D'autre part, ces mêmes acteurs devraient considérer davantage comment adapter l'approche aux caractéristiques des contextes spécifiques de leurs interventions mais également élaborer une stratégie en commun accord pour faire face aux défis liés à la (auto-) diffusion des pratiques GIPD.		Des visites d'échanges seront organisées entre producteurs pour partager les expériences Ces leçons seront également partagées lors des ateliers avec les acteurs nationaux Elles seront aussi capitalisées pour la formulation des nouveaux projets et partager au niveau des écoles d'agriculture.			
<p><b>Recommandation 6 : au bureau de liaison FAO/GEF pour les projets dans les pays francophones</b></p> <p>Dans le cas des projets financés par le GEF dans les pays francophones, le bureau de liaison FAO/GEF devrait s'assurer que les équipes de projets aient à leur disposition les documents en langue française (par exemple, lignes directrices, documents des procédures, rapport de suivi, etc.) pour permettre aux projets de rapporter en langue française étant une des langues officielles des Nations Unies. Par rapport aux questions liées aux co-financements, le bureau de liaison FAO/GEF s'assure que la gestion financière employée soit en conformité avec les règles du GEF. À cet égard, l'équipe de l'évaluation suggère que les acteurs de la FAO impliqués dans le projet éclaircissent les aspects financiers qui restent à présent</p>	<b>Partiellement acceptée</b>	Depuis le démarrage du projet, la FAO s'est assurée que les documents principaux et internes à la FAO (rapports de progrès semestriels, LOAs, ...) soient disponibles en français, le français étant une langue officielle de la FAO. Malheureusement, tout document qui est envoyé au bailleur de fonds doit nécessairement être traduit en anglais, car c'est la seule langue officielle du GEF. Pourtant, un grand nombre de documents, surtout les politiques du GEF, est traduit en français et rendu disponible au pays à travers le site internet du GEF. L'unité FAO-GEF se prend soin de partager ces documents avec les	FAO/FEM	A compter de 2018	Non

Réponse de la Direction à l'évaluation finale du projet « Intégration de la Résilience Climatique dans la Production agricole pour la Sécurité alimentaire en milieu rural au Mali » (GCP/MLI/033/LDF)					Date Décembre 2017
Recommandation de l'évaluation	Réponse de la Direction <b>Acceptée, partiellement acceptée</b> ou <b>rejetée</b> et commentaire sur la Recommandation	Plan de la Direction			
		Mesure à prendre	Unité responsable	Date	Financement additionnel requis (Oui ou Non)
obscur (y compris sur les co-financements) entre eux, à travers, par exemple, une discussion interne, surtout dans le cas où le projet GCP/MLI/033/LDF soit mis à l'échelle. Dans tous les cas, il faudrait assurer que les gestionnaires des projets FAO cofinancés par le GEF soient bien informés sur les conditions de financement et les procédures administratives du bailleur.		équipes sur le terrain en cas de nécessité, mais ne se charge pas systématiquement de sa traduction. En ce qui concerne la disponibilité des documents en langue française, l'équipe du projet (AGPM et FAO Mali) est pleinement d'accord avec la recommandation. Cela facilite beaucoup le travail des équipes des projets et permet d'éviter des malentendus. Pour ce faire, il faut élaborer de commun accord un modèle de rapportage en définissant les éléments clés qui rentrent dans le cofinancement			



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

BUREAU DE L'ÉVALUATION  
[www.fao.org/evaluation](http://www.fao.org/evaluation)